

L'AMISOM se concerte à Bujumbura pour évaluer les progrès en Somalie

APA, 18-11-2010 Bujumbura (Burundi) - Des délégations provenant des pays qui ont contribué en troupes à la Mission de l'Union Africaine en Somalie (AMISOM), se concertent à Bujumbura (Burundi), en vue d'évaluer les progrès réalisés les efforts visant à asseoir la paix et la sécurité en Somalie un pays en proie à une guerre civile depuis près de deux décennies. Entamée lundi dernier, la rencontre de quatre jours a pour objectif de débattre du travail de cette mission et des moyens à déployer pour la renforcer. Elle réunit aussi le Représentant Spécial du Secrétaire général des Nations Unies, un représentant de l'Union Africaine en Somalie, et une délégation du gouvernement somalien. Cette réunion se tient au moment où le mandat du gouvernement de transition issue des accords de Djibouti, prend fin dans moins d'une année. Plusieurs missions qui lui étaient assignées n'ont pas encore été réalisées. Le principal défi est à l'actif de l'AMISOM qui aide ce gouvernement à combattre les insurgés islamiques. Le gouvernement de transition qui ne contrôle qu'une minime partie de la capitale Mogadiscio doit être soutenue, selon le président burundais qui a ouvert cette rencontre, afin de ne pas permettre aux extrémistes islamistes de conquérir tout le pays, ce qui serait une menace pour la région entière et le monde. « La Communauté Internationale ne doit pas prendre la question somalienne comme une question incombant aux seuls Somaliens compte tenu de son ampleur pouvant favoriser le terrorisme mondial à partir de la Corne de l'Afrique », a souligné Pierre Nkurunziza. Il a affirmé son engagement à rester aux côtés du peuple somalien en gardant et augmentant les effectifs de ses troupes, à condition que les conditions pour son déploiement soient réunies. Seuls le Burundi et l'Ouganda ont envoyé 8000 militaires en Somalie, mais les besoins restent encore énormes, selon des sources concordantes. Raison pour laquelle le président burundais insiste pour que la communauté internationale « prenne le taureau par les cornes » afin de répondre par des stratégies réalistes, concrètes et adaptées. « À Dâ€™ores et déjà, nous proposons que toutes les mesures devraient être prises pour assurer l'efficacité de l'AMISOM, en procédant au renforcement de ses effectifs, de son équipement, mais aussi par l'élargissement de son mandat », a insisté le président burundais. Les insurgés islamistes ont plusieurs fois proféré des menaces à l'endroit du Burundi et de l'Ouganda. Pour ce dernier, les menaces ont été traduites dans les faits lors d'attentats de juillet dernier dans la capitale ougandaise, Kampala, tuant plusieurs dizaines d'innocents. L'AMISOM est financée en grande partie par les Etats Unis qui ont eux mêmes échoués aux côtés de ONUSOM en 1993 lors de l'opération « restore hope in somalia ».